

MINISTRE AUPRES DU PREMIER
MINISTRE CHARGE DU BUDGET

CABINET



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union-Discipline- Travail

LES RENDEZ-VOUS DU GOUVERNEMENT

« *BUDGET 2015 : PERSPECTIVES POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DE LA POPULATION* »

Présenté par

Monsieur Abdourahmane CISSE
Ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget



INTRODUCTION



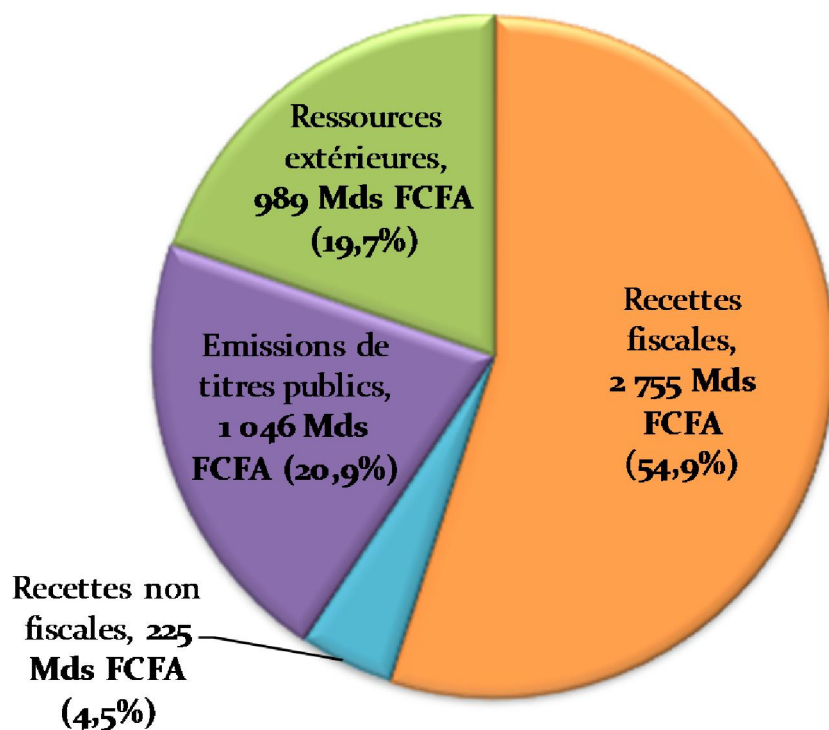
Contexte de préparation du budget

- ❖ Le budget 2015 s'équilibre en ressources et en emplois à **5 014,3 milliards FCFA**, en **hausse de 13,8%** par rapport au budget révisé 2014 ;
- ❖ Hypothèse de croissance de **10%** sur l'année 2015 contre 9% en 2014 ;
- ❖ La préparation du budget est marquée par un contexte socioéconomique favorable soutenu notamment par :
 - les efforts entrepris par le Gouvernement pour la décrispation et l'apaisement du climat socio-politique ;
 - les réformes du climat des affaires qui ont permis à la Côte d'Ivoire de figurer dans le **top 10 des pays les plus réformateurs** du classement « **Doing Business** ».



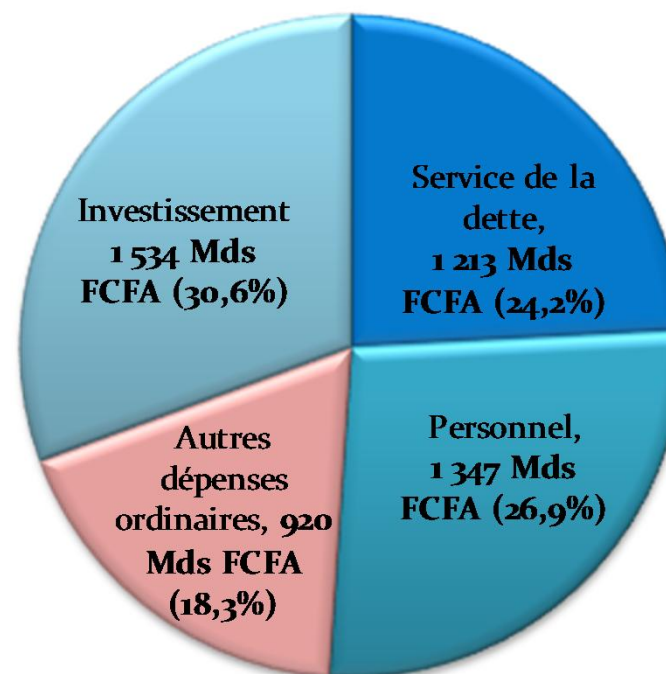
Composantes du budget 2015

Ressources



Les ressources sont constituées pour **80,3%** des ressources intérieures et **19,7%** des ressources extérieures

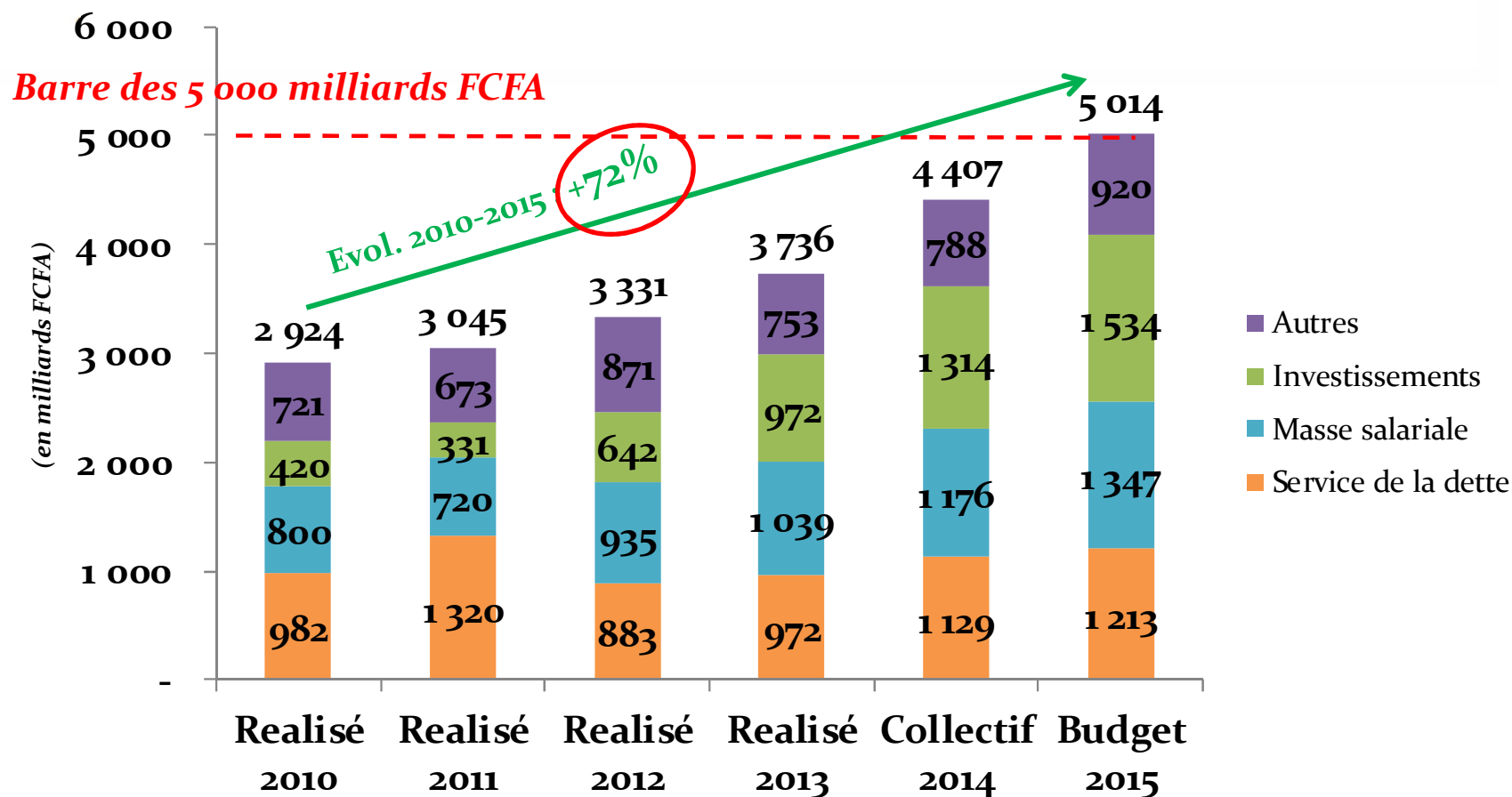
Dépenses



Les investissements s'élèvent à **1 534 Mds FCFA**, soit **30,6%** des dépenses totales, en hausse de **15%** en 2015 par rapport à 2014



Evolution du Budget depuis 2010

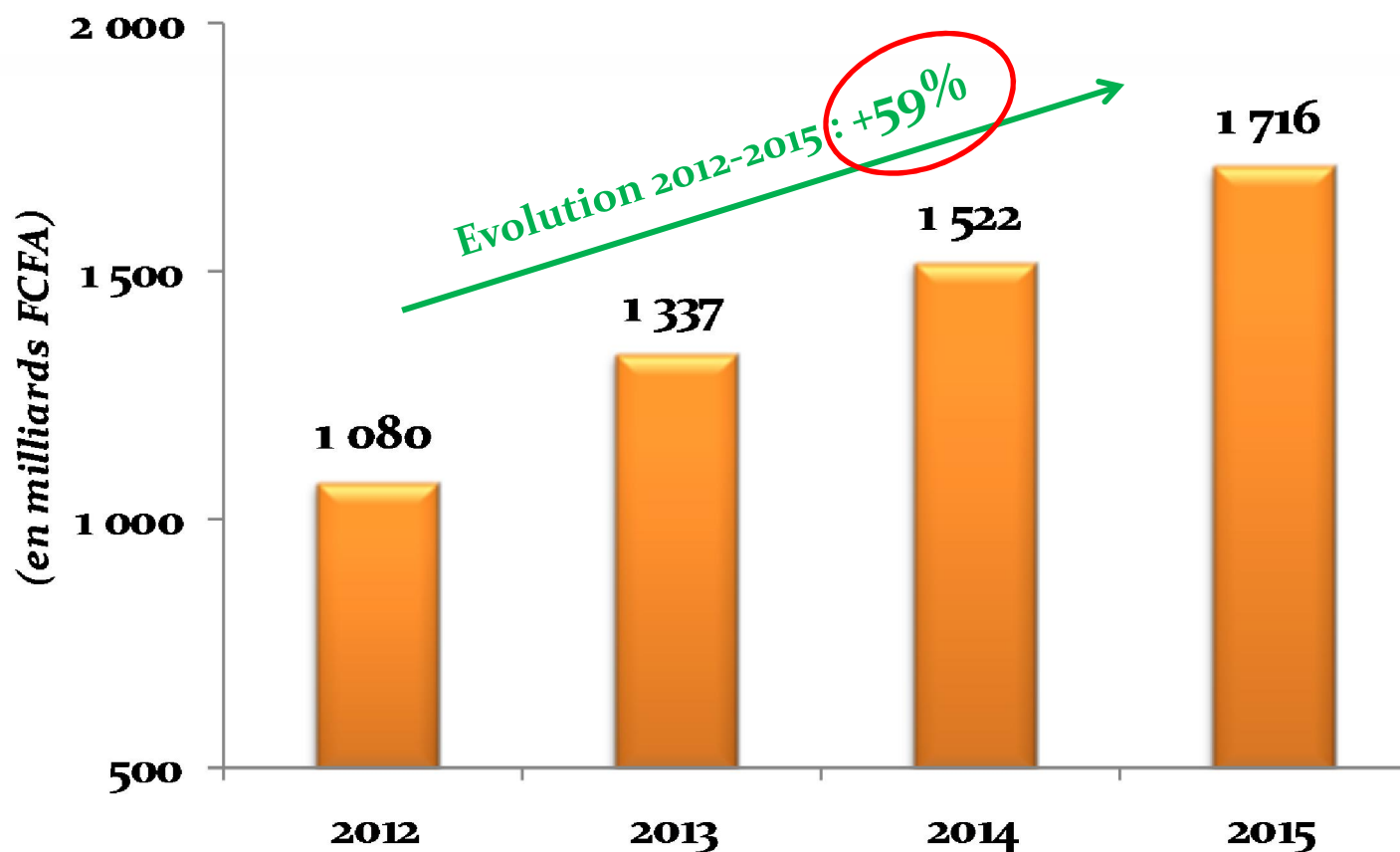


En % du Budget Total

Service de la dette	34%	43%	27%	26%	26%	24%
Masse salariale	27%	24%	28%	28%	27%	27%
Investissements	14%	11%	19%	26%	30%	31%
Autres	25%	22%	26%	20%	18%	18%



Dépenses « pro pauvres »



Le Gouvernement poursuit, à travers ces dotations, le renforcement des actions de reconstitution du tissu économique et d'amélioration des conditions de vie des populations



Principales mesures fiscales pour 2015

- ❖ Mesures de soutien aux entreprises :
 - Réforme du dispositif de remboursement de la TVA ;
 - Aménagement de la taxe sur l'hévéa ;
 - Exonération d'impôt foncier de 25% des terrains concédés ou attribués aux entreprises de promotion immobilière.
- ❖ Mesures de rationalisation et de modernisation du dispositif fiscal :
 - Introduction de la télédéclaration ;
 - Réduction de moitié des durées de présence des vérificateurs dans les entreprises en cas de contrôle.



Budget 2015 dans les secteurs clés

Le budget 2015, qui passe pour la première fois au-dessus de la barre symbolique de **5 000 milliards FCFA**, traduit les ambitions du Gouvernement d'apporter une réponse forte aux besoins des populations dans tous les domaines, notamment :

- ❖ Santé et affaires sociales ;
- ❖ Education et formation ;
- ❖ Emploi et amélioration des conditions de vie ;
- ❖ Agriculture ;
- ❖ Assainissement, eau et électricité ;
- ❖ Infrastructures routières ;
- ❖ Défense, sécurité et justice.



**SANTÉ
ET
AFFAIRES SOCIALES**



Santé et affaires sociales

- ❖ Les dépenses de santé et affaires sociales ont été **multipliées par 2,5** sur la période 2010-2015 ;
- ❖ Il est prévu au titre de la lutte contre la pauvreté une dotation de **320,7 milliards (6,4% du budget total, en hausse de 26,1% par rapport à 2014)** destinée principalement :
 - aux opérations de réhabilitation et de rééquipement des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU), des hôpitaux généraux et des structures sanitaires;
 - à la consolidation des actes de prévention et de lutte contre les pathologies et endémies ainsi que la lutte contre le VIH/SIDA.





Santé et affaires sociales

Le budget 2015 prévoit également :

- ❖ la gratuité des soins ciblés pour un coût total de **20 milliards** FCFA ;
- ❖ le soutien et le renforcement de la politique de vaccination et de gestion de médicaments, pour un montant de **8,5 milliards** FCFA ;
- ❖ une dotation budgétaire relative à la Couverture Maladie Universelle (CMU) d'un montant de **10,5 milliards** FCFA ;
- ❖ Le renforcement du dispositif de prévention et de lutte contre Ebola avec une dotation de **36,5 milliards** FCFA.

Une dotation de **23,6 milliards** FCFA a été constituée en vue de venir en aide aux couches les plus défavorisées de la population (équipement d'orphelinats, pouponnières et centres sociaux, prise en charge des indigents et victimes de catastrophes, etc.).

Objectif : faciliter l'accès aux soins à l'ensemble des populations



EDUCATION
ET
FORMATION



Education et Formation

- ❖ Les dépenses d'éducation et de formation ont été **multipliées par 1,7** sur la période 2010-2015 ;
- ❖ Budget 2015 pour la formation, l'enseignement et la recherche : **1 006,4 milliards FCFA** (20,4% du budget total) ;
- ❖ Dépenses de lutte contre la pauvreté consacrées au secteur éducation-formation : **954,8 milliards FCFA** contre **836,3 milliards FCFA** en 2014, soit +14,2%, comprenant notamment :
 - l'acquisition de manuels, de kits scolaires et de mallettes pédagogiques ;
 - la construction, l'équipement et la réhabilitation des infrastructures scolaires ;
 - le renforcement des moyens de fonctionnement des structures éducatives ;
 - L'octroi de bourses et subventions pour les écoles privées.



Education et Formation

Un accent sera mis sur le développement des infrastructures dans le domaine de l'éducation et de la formation, à travers :

- ❖ le renforcement des infrastructures universitaires :
 - la construction des universités de San-Pédro, Bondoukou et Man à hauteur de **9,5 milliards FCFA** ;
 - l'extension des universités de Daloa et de Korhogo pour un montant de **15,3 milliards FCFA**.
- ❖ la construction, la réhabilitation et l'équipement des structures de l'éducation nationale pour **13,5 milliards FCFA**.

Objectif : avoir un capital humain de qualité.

Résultats : le **taux de scolarisation** est passé de **76% à 91%** entre 2008 et 2013 pour le primaire, et de **31% à 37%** pour le secondaire.





EMPLOI ET AMELIORATION
DES CONDITIONS DE VIE





Emploi et amélioration des conditions de vie des travailleurs

❖ Pour la promotion de l'emploi, le budget 2015 prévoit une dotation de **12,7 milliards** couvrant notamment :

- La stratégie de relance de l'emploi ;
- Le Fonds National de la Jeunesse (FNJ) ;
- Les projets de l'AGEPE.



❖ Par ailleurs, l'Etat octroi les crédits d'impôts suivants :

- **500 000 FCFA** par contrat à durée indéterminée créé ;
- **1 200 000 FCFA** par contrat d'apprentissage débouchant sur un emploi.

❖ Le budget 2015 prévoit une dotation de **20 milliards** afin d'accélérer la mise en œuvre du programme de **logements sociaux**.



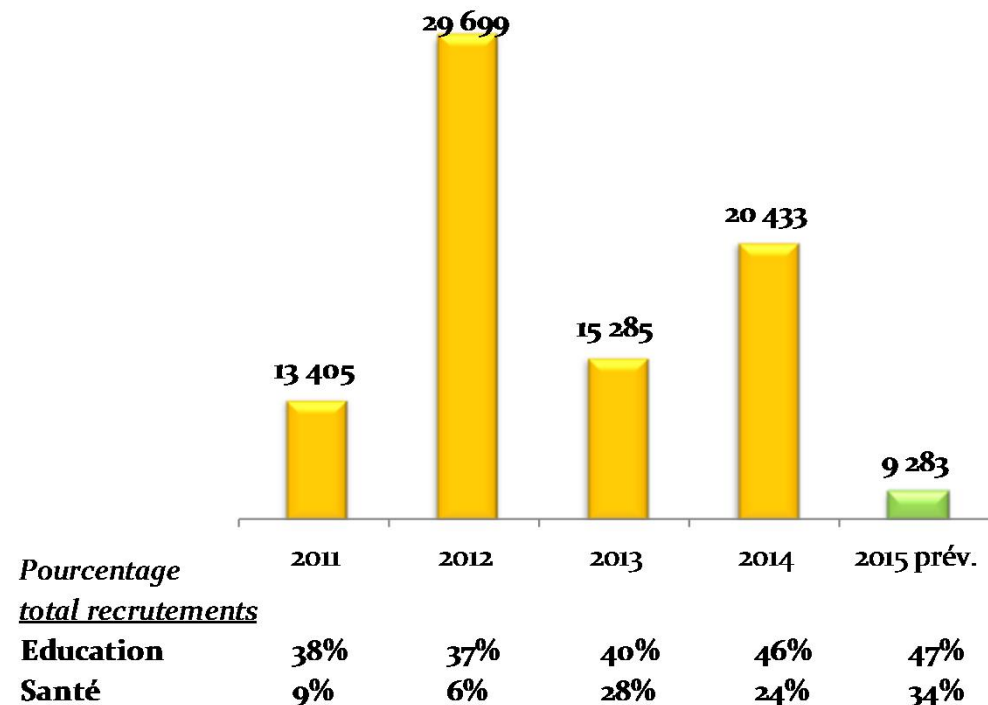
Emploi et amélioration des conditions de vie des travailleurs

Les dépenses de personnel sont programmées pour un montant de **1 347,4 milliards**.

Ces dépenses incluent notamment :

- ❖ le recrutement d'environ **9 283** agents dont 47% pour le secteur de l'éducation et 34% pour la santé ;
- ❖ le relèvement du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) qui passe de 36.607 FCFA à 60.000 FCFA ;
- ❖ la poursuite du débloqué des avancements indiciaires des fonctionnaires.

Evolution des recrutements dans la fonction publique



Total recrutements 2011-2015 : 88 105 agents



AGRICULTURE



Agriculture

- ❖ Les dépenses relatives à l'agriculture ont été **multipliées par 4** sur la période 2010-2015 ;
- ❖ Le budget 2015 prévoit une dotation de **164,6 milliards** couvrant principalement les programmes de développement et de promotion de l'agriculture, notamment :
 - Le secteur coton bénéficie d'une subvention de **7 milliards** ;
 - La filière rizicole : **10,2 milliards** ;
 - Filière banane : **10,4 milliards**.
- ❖ Fiscalité réduite sur l'hévéa, le café et le cacao ;
- ❖ Prix minimum d'achat du cacao : **850 FCFA / kg** ;
- ❖ Plan National d'Investissement Agricole (PNIA).





ASSAINISSEMENT, EAU ET
ELECTRICITE



Assainissement, eau et électricité

Le budget 2015 prévoit, au titre de l'amélioration de l'offre d'électricité, une dotation de **211 milliards** consacrée à :

- ❖ la réhabilitation des réseaux électriques (**105 milliards**) ;
- ❖ l'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubré (**54,4 milliards**) ;
- ❖ le Programme de Renforcement du Secteur de l'Electricité (**31,5 milliards**) ;
- ❖ les projets d'électrification de 23 localités chefs-lieux de sous-préfecture (**2 milliards**).





Assainissement, eau et électricité

- ❖ Le budget 2015 intègre le financement d'importantes actions pour l'amélioration de l'accessibilité à l'eau potable et l'assainissement pour un coût global de **38,3 milliards** ;
- ❖ Le Programme Présidentiel d'Urgence (PPU) prévoit un montant de **13,5 milliards** pour le financement du volet eau potable sur le territoire national.





INFRASTRUCTURES
ROUTIERES



Infrastructures routières

Le Gouvernement accorde une priorité à la réhabilitation et à la construction de nouvelles routes sur l'ensemble du territoire national.

Le budget 2015 prévoit un montant de **117,7 milliards** pour les travaux de réfection et d'ouverture de routes ainsi que la construction d'ouvrages d'art, dont :

- ❖ Pistes rurales : **6,2 milliards** ;
- ❖ Construction d'ouvrages d'art : **20,4 milliards** ;
- ❖ Autres travaux routiers : **66 milliards**.



Infrastructures routières

On peut citer parmi ces travaux :

- ❖ la construction de l'Autoroute Abidjan-Grand Bassam : **16 milliards** ;
- ❖ la construction de la route Bouna-Doropo-Frontière Burkina : **5,7 milliards** ;
- ❖ l'aménagement de la route Bolequin-Toulépleu : **20,6 milliards** ;
- ❖ L'aménagement de la route Boundiali-Odiénné-Frontière Guinée : **13,6 milliards** ;
- ❖ l'aménagement de la route et du Pont de la Comoé-Abengourou : **15 milliards**.





DEFENSE, SECURITE ET
JUSTICE



Défense, sécurité et justice

Le budget 2015 prévoit relativement au secteur Défense, Sécurité, Affaires Judiciaires et Pénitentiaires, une dotation globale de **415,8 milliards** incluant l'armée, la gendarmerie, la police et les services judiciaires.

Cette dotation intègre également le financement d'actions spécifiques, notamment :

- ❖ le Programme d'Urgence Sécurité ;
- ❖ les investissements au titre de l'ADDR ;
- ❖ le programme justice ;
- ❖ l'appui à la réforme et la modernisation du système judiciaire et pénitencier ;
- ❖ la construction et l'équipement de tribunaux.



EXECUTION DU
BUDGET



Exécution du budget

- ❖ Fluidifier le circuit de la dépense :
 - Réduction des délais d'engagement et d'ordonnancement (**40 jours** en 2013 à **14 jours** en 2014) ;
 - Réduction des délais de passation de marché (**322 jours** en 2013 à **112 jours** en 2014) ;
 - Améliorer la consommation des crédits d'investissement (**78%** à fin sept. 2013 à **97%** à fin sept. 2014).
- ❖ Transparence dans l'exécution budgétaire :
 - Favoriser les procédures concurrentielles ;
 - Réduction du taux de gré à gré ;
 - Publication trimestrielle des rapports sur l'exécution budgétaire et la passation des marchés sur le site du MPMB : www.budget.gouv.ci



CONCLUSION



CONCLUSION

- ❖ Le budget 2015 s'inscrit dans la dynamique de consolidation de la croissance économique ;
- ❖ Ce budget reflète la vision du Chef de l'Etat d'améliorer les conditions de vie des populations et de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent.



*MERCI POUR
VOTRE AIMABLE
ATTENTION*